

BRÈVES SECTORIELLES

États-Unis

Une publication du SER des États-Unis
N°2025-36 du 31 octobre 2025

Sommaire

Commerce et sanctions

1. D. Trump rencontre X. Jinping en marge du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC)
2. D. Trump conclut des accords commerciaux avec la Malaisie, le Cambodge, la Thaïlande et le Vietnam

Climat – énergie – environnement

3. Les Etats-Unis et la Thaïlande signent un Memorandum of Understanding sur la diversification des chaînes d'approvisionnement en minerais et métaux critiques, et en terres rares
4. Les Etats-Unis et la Malaisie signent un Memorandum of Understanding sur la diversification des chaînes d'approvisionnement en minerais et métaux critiques, et en terres rares
5. Les Etats-Unis et le Japon signent un accord cadre pour renforcer la coopération dans les chaînes d'approvisionnement en minerais et métaux critiques, et en terres rares

Transport et infrastructure

6. Le Département des transports annule certains services aériens entre les Etats-Unis et le Mexique en raison du différend sur la mise en œuvre de l'accord aérien bilatéral

Industrie

Brèves

Distribution et divertissement

Brèves

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Le financement du SNAP est au centre des négociations du *shutdown*

Numérique et innovation

Brèves

Santé

Brèves

Vous pouvez retrouver les publications du SER, dont le Washington Wall Street Watch, [ici](#).

Commerce et sanctions

1. D. Trump rencontre X. Jinping en marge du sommet de la Coopération économique pour l'Asie-Pacifique (APEC)

Le 30 octobre, D. Trump a [rencontré](#) son homologue chinois X. Jinping en marge du sommet de l'APEC, marquant la première rencontre face-à-face entre les deux dirigeants depuis le début du second mandat du Président américain. La rencontre de quatre-vingt-dix minutes entre les deux dirigeants a débouché sur un accord entérinant une trêve commerciale d'un an entre les deux pays. Les deux délégations n'ont pour l'instant pas publié de communiqué conjoint.

Au global, la trêve tarifaire, qui devait expirer au 10 novembre, sera maintenue pendant une période d'un an aux taux actuels en vigueur. Par ailleurs, la délégation américaine a [consenti](#) à i) repousser d'un an l'application de sa nouvelle règle étendant à l'ensemble des filiales d'entités désignées l'application des règles du contrôle export américain, ii) repousser d'un an la mise en œuvre des frais de redevances portuaires imposées au titre de la section 301, et iii) la réduction de moitié des tarifs imposés aux exportations chinoises au titre de la lutte contre le trafic de fentanyl, auparavant fixés à 20[CB1] %. En contrepartie, la partie chinoise a accepté de i) [s'engager](#) à participer aux efforts de lutte contre le trafic de précurseurs chimiques, ii) suspendre pendant un an l'application de ses nouvelles mesures de contrôle des exportations annoncées le 9 octobre, et iii) repousser à un an l'application des contre-mesures chinoises sur les frais de redevances portuaires.

In fine, le [taux tarifaire moyen](#) sur les importations originaires de Chine baisserait de 10 points, à environ 47%, tandis que le taux tarifaire moyen sur les importations originaires des Etats-Unis resterait proche de 32%.

Le secrétaire américain au Trésor, S. Bessent, a également [indiqué](#) que la Chine s'était engagée à prendre commande de 12 millions de tonnes de soja d'ici janvier, puis d'achats à hauteur de 25 millions de tonnes pendant trois ans (*cf. infra*).

2. D. Trump conclut des accords commerciaux avec la Malaisie, le Cambodge, la Thaïlande et le Vietnam

Le 26 octobre, la Maison-Blanche a annoncé la conclusion de quatre déclarations conjointes avec des partenaires du sud-est asiatique : le [Vietnam](#), le [Cambodge](#) et la [Malaisie](#), et la [Thaïlande](#). A noter que le [Cambodge](#) et la [Malaisie](#) ont également finalisé des accords

juridiquement contraignants, et que la [Thaïlande](#) et la [Malaisie](#) ont également conclu des MoU sur les minéraux critiques. Les quatre accords commerciaux présentent des volets communs :

- *[Droits réciproques]* Les Etats-Unis maintiendront un droit de douane généralisé de 19% (20% pour le Vietnam) et s'engagent à exempter de droits réciproques certains des produits contenus dans l'annexe III de l'EO du 5 septembre 2025.
- *[Élimination des barrières tarifaires]* Les déclarations conjointes mentionnent toutes l'élimination totale, ou quasi-totale des barrières tarifaires pour les exportations américaines agricoles et industrielles.
- *[Barrières non-tarifaires]* Les différentes déclarations communes engagent les pays à :
 - La simplification et à l'harmonisation des exigences sanitaires, et SPS.
 - Tous les pays, sauf le Cambodge, s'engagent à accepter les véhicules conformes aux normes américaines de sécurité et d'émissions ;
 - Les pays s'engagent à supprimer les obstacles aux produits agricoles américains sur le marché vietnamien, notamment s'agissant de l'acceptation des certificats américains.
- *[Commerce numérique]* La Thaïlande et le Cambodge s'engagent notamment à :
 - Ne pas imposer de taxes sur les services numériques (TSN) ou de mesures discriminatoires à l'encontre des Etats-Unis.
 - Soutenir un moratoire permanent sur les droits de douane sur les transmissions électroniques à l'OMC ;
- *[Sécurité économique]*
 - A l'exception du Vietnam dont la déclaration se borne à annoncer une coopération sur la résilience des chaînes de valeurs, les déclarations conjointes avec la Malaisie, la Thaïlande et le Cambodge engagent plus explicitement ces partenaires à coopérer avec les États-Unis contre les pratiques distorsives de "pays tiers", notamment dans les domaines du contrôle des investissements, des exportations et de la lutte contre l'évasion tarifaire.
 - La Malaisie s'engage à ne pas interdire ni imposer de quotas sur les exportations vers les États-Unis de minéraux critiques ou d'éléments des terres rares, et à ne pas imposer de restrictions sur la vente de d'aimants produits à base de terres rares aux entreprises américaines. Les deux pays s'engagent enfin

à renforcer leur coopération sur le contrôle à l'exportation, la sécurité des investissements et la lutte contre l'évasion des droits de douane.

- *[SOEs]* Vietnam et Etats-Unis s'engagent à coopérer sur les pratiques des entreprises d'états (propriété intellectuelle, travail, environnement, douanes, facilitation des échanges, bonnes pratiques réglementaires et comportements anticoncurrentiels).
- *[Droits sectoriels 232]* A noter que les déclarations laissent entrevoir un traitement préférentiel pour la Malaisie et le Cambodge face à l'adoption de mesures répondant à une menace à la sécurité nationale, sans toutefois mentionner un secteur particulier.

Brèves

- Le 24 octobre, le département du Trésor américain a [sanctionné](#) le Président colombien Gustavo Petro, son épouse, son fils et un proche collaborateur pour leur implication dans le commerce mondial de drogues illicites.
- Le 30 octobre, le département du Trésor américain a [sanctionné](#) quatre individus et dix-sept entités pour leur implication dans l'entrée clandestine d'étrangers illégaux sur le territoire américain.

Climat – énergie – environnement

3. Les Etats-Unis et la Thaïlande signent un Memorandum of Understanding sur la diversification des chaînes d'approvisionnement en minerais et métaux critiques, et en terres rares

Le 26 octobre, la Maison Blanche a [annoncé](#) la signature d'un Memorandum of Understanding (MoU) entre les Etats-Unis et la Thaïlande visant « à renforcer la coopération pour la diversification des chaînes d'approvisionnement mondiales en minerais et métaux critiques et à promouvoir les investissements ». Ce MoU prévoit le partage d'informations et d'expertise, le soutien aux investissements bilatéraux, le développement de chaînes de valeur locales pour la transformation et le recyclage, la mise en place de marchés transparents et équitables (avec mécanismes de prix planchers ou équivalents), ainsi qu'une coopération destinée à prévenir les ventes

d'actifs stratégiques jugées contraires aux intérêts de sécurité nationale.

4. Les Etats-Unis et la Malaisie signent un Memorandum of Understanding sur la diversification des chaînes d'approvisionnement en minerais et métaux critiques, et en terres rares

Le 26 octobre, la Maison Blanche a aussi [annoncé](#) la signature d'un Memorandum of Understanding (MoU) entre les Etats-Unis et la Malaisie visant « à renforcer la coopération pour la diversification des chaînes d'approvisionnement mondiales en minerais et métaux critiques et à promouvoir les investissements ». Le MoU prévoit le partage d'informations, de connaissances et d'expertise technique sur les meilleures pratiques internationales afin d'accroître la compétitivité du secteur malaisien des minéraux critiques. Il encourage la coordination sur les projets bilatéraux visant à renforcer la résilience et la durabilité des chaînes d'approvisionnement, ainsi que la priorisation des investissements américains dans les actifs miniers situés en Malaisie ou détenus par des entreprises malaisiennes. Le texte souligne également la volonté des deux pays de protéger les marchés nationaux contre les politiques non conformes aux règles du marché et contre les pratiques commerciales déloyales, en favorisant la mise en place de marchés à haut standard en matière d'extraction, de traitement et de recyclage, dotés de mécanismes tels que des prix planchers ou équivalents.

5. Les Etats-Unis et le Japon signent un texte cadre pour renforcer la coopération dans les chaînes d'approvisionnement en minerais et métaux critiques, et en terres rares

Le 27 octobre, la Maison Blanche a [annoncé](#) la signature d'un texte cadre (« Framework ») entre les Etats-Unis et le Japon visant à « garantir l'approvisionnement en minerais et métaux critiques et en terres rares grâce à l'exploitation minière et au traitement ». Ce texte cadre prévoit la mobilisation d'investissements publics et privés (subventions, prêts, garanties, prises de participation), la création d'un dialogue ministériel bilatéral sur les investissements miniers, et la simplification des procédures d'autorisation. Il prévoit également la mise en place de marchés à haut standard avec des mécanismes de prix planchers pour garantir une concurrence loyale et soutenir les projets alternatifs. Les deux pays s'engagent également à protéger leurs actifs stratégiques, à investir dans le recyclage et la cartographie géologique, à mettre en place un groupe bilatéral de réponse rapide pour la sécurité des approvisionnements, et à étudier

un système de stockage stratégique complémentaire (« mutually complementary stockpiling arrangement »).

Brèves

- Le Secrétaire à l'Énergie Chris Wright a [annoncé](#) le 24 octobre avoir demandé à la Federal Energy Regulatory Commission (FERC) de démarrer le travail réglementaire autour d'une [proposition de réglementation](#) visant à permettre aux clients de déposer des demandes conjointes d'interconnexion pour charges et génération co-localisées, afin d'accélérer l'interconnexion des charges importantes au réseau, notamment les centres de données. Le communiqué du Département de l'énergie précise que le Secrétaire à l'Énergie a également demandé à la FERC de travailler à la mise en œuvre d'une [proposition de réglementation](#) visant à préciser que les tiers n'ont pas de droit de veto sur la délivrance de permis préliminaires d'hydroélectricité.
- Le 24 octobre, le président D.Trump a [proclamé](#) une exemption de deux ans pour les fonderies de cuivre concernant leurs obligations de conformité au règlement sur le contrôle des émissions. Le « *National Emission Standards for Hazardous Air Pollutants : Primary Copper Smelting Residual Risk and Technology Review and Primary Copper Smelting Area Source Technology Review* » avait été publié le 13 mai 2024 par l'Agence de Protection de l'Environnement. La proclamation présidentielle indique qu'en 2024, il ne restait plus que deux fonderies de cuivre primaires en activité aux États-Unis. Elle précise que ce règlement leur impose des normes d'émission strictes fondées sur des technologies de contrôle qui ne sont pas encore disponibles ni économiquement viables, et que le calendrier de conformité ne tient pas compte des contraintes propres à ce secteur déjà fragilisé. Ceci risque d'entraîner la fermeture des dernières fonderies, de menacer la base industrielle américaine et d'accroître la dépendance du pays vis-à-vis de l'étranger pour le traitement du cuivre, un matériau stratégique pour la sécurité et l'économie nationale.
- L'Agence de protection de l'environnement (EPA) a [annoncé](#) le 27 octobre avoir approuvé une demande d'exemption au titre du Safe Drinking Water Act (SDWA) soumise par le Utah Department of Environmental Quality (UDEQ), permettant l'expansion de l'exploitation du cuivre dans une partie de l'aquifère Burro Canyon, dans l'Utah. L'EPA a déterminé qu'une portion limitée de l'aquifère Burro Canyon ne sert et ne servira pas de source d'eau potable, ce qui entre dans le champ de l'exemption. Cette décision permettra à la Lisbon

Valley Mining Company d'étendre ses opérations minières pour inclure la récupération souterraine du cuivre. Le communiqué précise que la décision de l'EPA s'aligne sur l'approbation du Bureau of Land Management (BLM) du Département de l'Intérieur du 16 octobre 2025, autorisant l'expansion des opérations minières pour la dite-mine.

Transport et infrastructure

6. Le Département des transports annule certains services aériens entre les Etats-Unis et le Mexique en raison du différend sur la mise en œuvre de l'accord aérien bilatéral

Le Département des transports (DoT) a [publié](#) le 28 octobre une décision ministérielle annulant tous les services aériens combinés entre les États-Unis et l'aéroport international Felipe Angeles (NLU) au Mexique. Cette annulation entraînera la suppression de 13 liaisons actuelles ou prévues par les transporteurs mexicains vers les États-Unis. Cette décision gèle également toute expansion des services combinés des transporteurs mexicains entre les États-Unis et l'aéroport international Benito Juarez (MEX). En plus de ces mesures, un projet de décision propose d'interdire aux compagnies aériennes mexicaines de transporter des marchandises en soute entre MEX et les États-Unis. Cette dernière mesure sera soumise à consultation publique et pourrait entrer en vigueur 108 jours ouvrables après sa finalisation.

Selon le communiqué « Le Mexique a promis de rétablir des conditions équitables, mais reste réticent à répondre aux préoccupations des États-Unis. » Dans ce contexte, le secrétaire aux Transports Sean Duffy a déclaré : « Joe Biden et Pete Buttigieg ont été trop faibles pour tenir tête au Mexique lorsque celui-ci a bafoué notre accord aérien bilatéral. Ces accords sont contraignants et, à l'instar de nos accords commerciaux, le président Trump va donner la priorité à l'Amérique et les faire respecter ».

Le communiqué rappelle que Sean Duffy avait [mis](#) le Mexique en demeure en juillet pour son « mépris flagrant » de l'accord bilatéral de 2015 sur le transport aérien et « pour son comportement anticoncurrentiel persistant ». Selon le DoT, le Mexique ne respecte plus l'accord bilatéral depuis 2022, date à laquelle il a brusquement annulé des créneaux horaires et contraint les transporteurs américains de fret à délocaliser leurs activités. Le Mexique justifiait cette mesure par les travaux de construction d'infrastructures destinées à réduire la congestion sur MEX, sans réalité à ce jour selon

le DoT. En réaction à cette situation jugée anti-concurrentielle, le DoT avait notamment mis fin en septembre à l'accord de coentreprise entre Delta et Aeromexico et retiré leur immunité antitrust [voire [Brèves Sectorielles du 19 septembre 2025](#)].

Industrie

Brèves

- Le leader de l'équipement ménager américain Whirlpool [dit](#) commencer à ressentir le bénéfice des droits de douane. En effet, si l'entreprise, qui produit aux Etats-Unis environ 80% des équipements qu'elle vend sur le marché américain, a indiqué s'attendre à subir une augmentation d'environ 3% de ses coûts en raison des mesures tarifaires, elle indique que ses concurrents asiatiques verraient les leurs bondir de 15% en moyenne avec l'entrée en vigueur complète des droits additionnels et l'épuisement des stocks constitués durant l'été.
- Le 29 octobre 2025, General Motors a [dévoilé](#) un plan de licenciement visant plusieurs milliers d'emplois dans ses usines de véhicules électriques. Il est prévu le licenciement de 1750 travailleurs dans les mois à venir dans les usines de batteries de Détroit et de Warren (dans l'Ohio), et la mise à pied temporaire de 1670 autres à Warren et à Spring Hill (Tennessee) : la production de composants de batterie dans ces usines sera temporairement interrompue de janvier à la mi-mai 2026. Dans la lignée des annonces faites par le constructeur ces dernières semaines, General Motors justifie cette décision par un ralentissement de la demande de véhicules électriques et la fin du crédit d'impôt fédéral sur l'achat de véhicules électriques le 30 septembre dernier.
- Le 29 octobre 2025, Boeing a [annoncé](#) une perte nette de 5,3 Md\$ au troisième trimestre 2025 (contre 6,1 Md\$ au troisième trimestre 2024), principalement imputable au retard pris dans la livraison de son nouvel avion de ligne, le 777X. Dans le même temps, le constructeur a souligné que son chiffre d'affaires avait atteint 23 Md\$ sur la même période -supérieur aux prévisions, et qu'il augmentait la production du 737 Max, son avion le plus vendu.
- Le 30 octobre 2025, Volkswagen a [annoncé](#) une perte nette de 1,5 Md\$ au troisième trimestre 2025 en raison des droits de douane à hauteur de 15% et des coûts de réorganisation de sa filiale Porsche suite à l'abandon de la production de véhicules

électriques. Le constructeur met également en garde au sujet des difficultés d'accès aux puces dont il a besoin pour ses véhicules : Volkswagen se fournit en effet auprès du fabricant Nexperia, contrôlé par la Chine qui a stoppé les livraisons de puces en raison d'un différend avec le gouvernement néerlandais.

Distribution et divertissement

Brèves

- Le 27 octobre 2025, le groupe Keurig Dr Pepper (KDP) a [annoncé](#) un investissement stratégique de 7 Md\$ auprès des fonds d'investissement Apollo Global Management et KKR, avec la participation de Goldman Sachs. Outre rassurer les investisseurs, cette opération vise à financer l'acquisition de la multinationale néerlandaise JDE Peet's, spécialisée dans la production de thé et de café, ainsi qu'à faciliter la scission de KDP en deux sociétés indépendantes cotées d'ici la fin 2026, l'une axée sur les boissons non alcoolisées et l'autre sur le café.

Agriculture et industrie agroalimentaire

7. Le financement du SNAP est au centre des négociations du shutdown

Au 1^{er} novembre 2025, en l'absence d'un budget voté ou reconduit provisoirement, les prestations du *Supplemental Nutrition Assistance Program* (SNAP) pourraient ne plus être versées à plus de 40 millions d'Américains. Ce serait la première fois depuis sa création dans les années 60 que le principal programme de lutte contre la faim ne serait plus financé.

Vendredi 24 octobre, l'ensemble des élus démocrates de la Chambre des représentants a adressé une [lettre](#) à la Secrétaire à l'agriculture, l'enjoignant de mobiliser le fonds de prévoyance du *Food and Nutrition Service* (FNS) pour garantir la continuité des versements. Le même jour, une [action](#) a été initiée par un collectif de procureurs généraux démocrates, demandant des précisions sur la disponibilité et l'utilisation de ce même fonds. Dans la foulée, plusieurs organisations de lutte contre l'insécurité alimentaire et le syndicat des travailleurs de l'*United Food and Commercial Workers*

International Union (UFCW) ont [exigé](#) de l'USDA le transfert du fonds de prévoyance aux Etats fédérés, afin de verser les prestations aux particuliers.

Dans un [document](#) paru le 28 octobre, l'USDA annonce refuser de recourir à ce fonds de prévoyance, estimé à 5Md\$. L'agence justifie sa position par des contraintes juridiques et le montant du fonds, jugé insuffisant pour couvrir les besoins du SNAP estimés à environ 9Md\$ pour le mois de novembre. En outre, sur son [site](#) web, l'USDA rappelle qu'en refusant par douze fois d'adopter le budget de reconduction (*continuing resolution*) présenté par la majorité républicaine au Congrès, ce sont les démocrates qui ont conduit le pays à cette situation d'impasse qui va « priver les plus vulnérables de nourriture ».

Selon plusieurs *think tanks*, tels que le *Center for American Progress* ([CAP](#)) et le *Center on Budget and Policy Priorities* ([CBPP](#)), l'USDA serait légalement tenu de poursuivre le versement des prestations du SNAP durant la fermeture du gouvernement. Toutefois, l'obligation n'étant pas explicitement prévue par la loi, l'USDA conteste l'interprétation de ces *think tanks*. Face à cette posture, les procureurs généraux et gouverneurs démocrates de vingt-cinq États ont [saisi](#), le 28 octobre, un tribunal fédéral du Massachusetts ; ils estiment que le gouvernement a bien l'obligation d'utiliser les fonds disponibles pour assurer la continuité du programme.

Parallèlement, plusieurs initiatives législatives ont été introduites au Congrès pour pallier le risque d'interruption. Ainsi, le sénateur Josh Hawley (R – MO) a-t-il déposé un [projet de loi](#) visant à financer le SNAP pendant toute la durée du *shutdown*, indépendamment du vote général sur la réouverture du gouvernement. Le [texte](#) a reçu le soutien de plusieurs élus des deux partis. De leur côté, les sénateurs démocrates, sous l'impulsion de Ben Ray Lujan (D – NM), préparent un projet de loi concurrent pour assurer le financement du SNAP et du *Special Supplemental Nutrition Program for Women, Infants, and Children* (WIC), qui à ce jour n'a reçu le soutien d'aucun sénateur républicain.

Enfin, plusieurs entreprises ont mis en place des initiatives pour soutenir les familles à faible revenu : dons de repas (DoorDash) ou crédits et réductions sur les produits alimentaires (GoPuff, Bobbie). Les banques alimentaires se préparent à une augmentation importante de la demande et certains États, comme Hawaï, [mobilisent](#) des fonds ponctuels (110 millions de dollars) pour maintenir l'aide alimentaire.

Brèves

- Un collectif d'environ 115 organisations agricoles et de santé publique a adressé une [lettre](#) à la Secrétaire à l'Agriculture, Brooke Rollins, pour demander un recentrage des politiques du Département de l'Agriculture (USDA) conformément à l'initiative *Make America Healthy Again* (MAHA). Les signataires souhaitent que les programmes fédéraux soutiennent davantage les petites exploitations et favorisent l'accès à une alimentation locale et peu transformée. Les organisations estiment que la stratégie publiée par la Commission MAHA, portée initialement par Robert F. Kennedy Jr., n'a pas donné lieu à des mesures opérationnelles permettant de traduire l'ambition affichée. Elles soulignent que des groupes de soutien à MAHA menacent désormais de cibler certains élus républicains opposés à ces orientations lors des élections de mi-mandat de 2026.
- Un accord vient d'être conclu entre Donald Trump et Xi Jinping lors du sommet de l'APEC en Corée du Sud. Leur rencontre était particulièrement attendue car la Chine, principal marché d'exportation du soja américain, avait suspendu ses achats en provenance des Etats-Unis en rétorsion aux droits de douane instaurés par l'administration Trump en début d'année. En vertu de l'accord, la Chine achèterait 87 millions de tonnes de soja américain d'ici 2028. Cet engagement inclut 12 millions de tonnes à livrer d'ici janvier, puis un minimum de 25 millions de tonnes par an pendant trois ans rétablissant ainsi les importations chinoises à un niveau comparable à celui observé avant la période d'embargo.

Numérique et innovation

Brèves

- Le 27 octobre, la start-up Mercor, spécialisée dans la mise en relation d'experts qualifiés (droit, finance, médecine) avec des laboratoires d'intelligence artificielle pour l'entraînement de leurs modèles, [a annoncé](#) une levée de fonds de série C de 350 millions de dollars, portant sa valorisation à 10 milliards de dollars. L'entreprise revendique un réseau de plus de 30 000 experts, rémunérés en moyenne 85 dollars de l'heure, et compte parmi ses clients OpenAI, Anthropic et DeepMind.

- Le 28 octobre, Amazon [a annoncé](#) la suppression de 14 000 postes dans le cadre d'une réorganisation interne. Le groupe a indiqué que cette décision s'inscrivait dans une adaptation à des « transformations technologiques » liées à l'intelligence artificielle et visait à renforcer son efficacité opérationnelle.
- Le 28 octobre, OpenAI [a officialisé](#) une restructuration de sa gouvernance, scindant ses activités entre une société à but lucratif et une fondation « philanthropique » à but non lucratif. Cette dernière détiendra 26 % du capital, avec la possibilité d'acquérir des parts supplémentaires en cas de croissance continue de la société, et nommera le conseil d'administration du groupe. Selon le nouveau schéma, l'entreprise, valorisée à 500 Md\$, sera détenue à environ 27 % par Microsoft, [qui conservera](#) entre autres des droits exclusifs de propriété intellectuelle sur les modèles d'OpenAI jusqu'en 2032. L'accord, validé par les autorités des États de Californie et du Delaware, a notamment [été conditionné](#) par le procureur général de Californie au maintien du siège de l'entreprise en Californie et à la poursuite des engagements d'OpenAI pour l'intérêt général, y compris en matière de protection de l'enfance.

Santé

Brèves

- Le 26 octobre, le géant pharmaceutique suisse Novartis a [annoncé](#) son acquisition de l'entreprise de biotechnologies américaine Avidity Biosciences, pour un montant d'environ 12 Md\$. Basée à San Diego, Avidity est spécialisée dans le développement de traitements de la dystrophie musculaire. Il s'[agit](#) selon les médias spécialisés d'une des plus importantes offres d'acquisition dans le secteur des biotechnologies cette année.
- Le 29 octobre, l'entreprise de technologies scientifiques américaine Thermo Fisher Scientific a [annoncé](#) son acquisition de Clario Holdings, une entreprise proposant des outils de gestion des données pour les essais cliniques, aujourd'hui possédée par les fonds Astorg et Nordic Capital, Novo Holding et Cinven. Le montant de la transaction s'élève à 8,875 Md\$ de paiements de base, auxquels pourraient s'ajouter des paiements additionnels en fonction de la performance de Clario.

- Le 30 octobre, le géant pharmaceutique danois Novo Nordisk a [annoncé](#) avoir soumis une contre-offre non sollicitée pour l'acquisition de l'entreprise américaine Metsera, spécialisée dans le développement de traitements anti obésité. Avec un montant de base d'environ 6,5 Md\$, cette nouvelle offre d'achat vise à surpasser l'accord d'acquisition rendu public le mois dernier entre l'américain Pfizer et Metsera (4,9 Md\$ de paiements de base, auxquels pourraient s'ajouter des paiements additionnels pour jusqu'à 22,50\$ supplémentaires par action) [voir [Brèves sectorielles du 26 septembre 2025](#)]. Pfizer a [qualifié](#) l'annonce de Novo Nordisk de « tentative, par une entreprise ayant une position dominante sur le marché, de supprimer la concurrence en violation de la loi » et s'est dit prête à utiliser « tous les moyens légaux » pour faire valoir ses droits au titre de son récent accord avec Metsera.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.

Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Washington

washington@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER des États-Unis

Abonnez-vous [ici](#)